

Algérie

La croissance du produit intérieur brut réel (PIB), estimée à 3.5 % en 2010, a été tirée principalement par : *i)* le secteur des hydrocarbures, dont le prix a entraîné une hausse des recettes budgétaires issues des exportations ; *ii)* la poursuite des grands projets d'investissements publics ; et *iii)* l'augmentation de la consommation des ménages. Les perspectives de croissance à moyen terme sont favorables.

L'Algérie consolide ses performances économiques de la dernière décennie, marquées par une stabilité du cadre macroéconomique et des progrès tangibles sur le plan social. Il lui faut intensifier les réformes visant à améliorer le climat des affaires et la compétitivité, et promouvoir l'investissement privé, réformes indispensables à une diversification de l'économie et à la création d'emplois, notamment en faveur des jeunes.

Ces dernières années, l'Algérie a intensifié ses relations économiques, culturelles et diplomatiques avec les pays émergents tels que la Chine, le Brésil, la Russie ou la Turquie, diversifiant ainsi ses échanges commerciaux et développant de nouvelles formes de coopération favorisant l'investissement. En 2009, les achats de l'Algérie en Chine ont ainsi représenté 12 % du total de ses importations ; ses ventes à la Chine ont représenté environ 1.9 % de ses exportations. Le volume des échanges entre l'Algérie et la Turquie a atteint 3.8 milliards USD, plaçant la Turquie au 6^e rang des clients de l'Algérie et au 7^e rang de ses fournisseurs.

En Algérie, le secteur des hydrocarbures constitue la principale source de croissance même si le PIB hors hydrocarbures a connu une bonne évolution au cours des dernières années. En 2010, outre les hydrocarbures, c'est la réalisation et l'intensification des grands investissements publics, ainsi que la consommation des ménages, qui ont tiré la croissance. Toutefois, la croissance de 3.5 % enregistrée en 2010 reste modérée au regard des potentialités de l'économie algérienne, et insuffisante pour résorber le chômage et atténuer la crise du logement. La croissance du PIB hors hydrocarbures a été de 5.5 % en 2010, en deçà des deux années précédentes (9.3 % en 2009 et 6.1 % en 2008). Les perspectives de croissance à moyen terme sont encourageantes, mais elles restent soumises aux variations des cours des hydrocarbures. La croissance devrait être soutenue à court terme par : *i)* les effets induits sur le secteur des hydrocarbures d'une reprise de la croissance au niveau mondial, entraînant une hausse du prix du baril favorable à l'Algérie ; *ii)* de fortes dépenses publiques ; et *iii)* l'accélération du rythme d'exécution du programme d'investissements publics au titre du plan quinquennal 2010-14. L'inflation en 2010 est en recul par rapport aux niveaux relativement élevés observés au cours des deux années précédentes (4.8 % en 2008 et 5.7 % en 2009). La hausse des prix, notamment au second semestre, a été induite principalement par la flambée des prix sur le marché mondial des principaux produits alimentaires de large consommation.

Au niveau sectoriel, la croissance a été le fait des bonnes performances du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), des services, de l'agriculture et de l'énergie. En 2010, la production agricole a crû de près de 11 %, contre 9.2 % en 2009. Les programmes d'investissements successifs en cours depuis 2004 continuent de dynamiser le secteur du BTP, qui réalise 9 % à 10 % de croissance annuelle. La valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures a connu un léger recul en 2010 (baisse de la production en volume), avec des perspectives de reprise en 2011 du fait des prévisions à la hausse de la demande mondiale, de l'effet-prix des exportations d'hydrocarbures, et des projets d'investissement qui devraient contribuer à améliorer la productivité du secteur. L'industrie est restée pratiquement stable en 2010, et pourrait même se tasser à 5 % de croissance contre 5.5 % en 2009. La production des industries manufacturières, filières stratégiques pour le développement industriel, enregistre des contre-performances, notamment dans les sous-secteurs des textiles et du cuir. En revanche, le secteur des services continue d'afficher une bonne progression d'une année sur l'autre. Avec 26 % de la valeur ajoutée totale en 2009, le secteur des services marchands demeure le second plus important contributeur à la création de la richesse nationale, et le premier pour la production hors hydrocarbures.

La politique budgétaire continue à être expansionniste, mais elle reste viable grâce à l'épargne publique accumulée au niveau du Fonds de régulation des recettes (FRR), l'une des principales sources de financement des déficits éventuels. Le budget de l'État est fortement sollicité pour la couverture financière d'importants projets d'investissements publics, programmés notamment par les plans quinquennaux de développement couvrant les périodes 2005-09 et 2010-14. Les recettes publiques restent tributaires de la fiscalité pétrolière qui a représenté, au cours des cinq dernières années, plus de 70 % en moyenne des recettes budgétaires totales ; cette dépendance constitue une source de vulnérabilité de l'économie aux chocs externes. La chute des recettes d'hydrocarbures constatée ces deux dernières années, conjuguée à un niveau relativement élevé de dépenses

publiques, a entraîné une détérioration des finances publiques, illustrée par l'apparition, pour la deuxième année consécutive, d'un déficit budgétaire représentant environ 6.9 % du PIB en 2009 et 4.4 % du PIB en 2010. La politique monétaire est centrée sur le contrôle de la masse monétaire, le taux de change et l'inflation. La position extérieure est restée saine en 2010 en dépit du recul du solde des comptes courants (5.5 % du PIB en 2010, contre 19.8 % en 2008). En 2010, le pays a réalisé un excédent commercial de 16.4 milliards de dollars (USD) contre 5.9 milliards USD en 2009. Les réserves officielles de change étaient estimées à 155 milliards USD fin décembre 2010, soit trois années d'importations de biens et services. Le niveau d'endettement extérieur demeure relativement faible, à 2.7 % du PIB (2009).

S'agissant des réformes structurelles, en dépit d'une amélioration sensible du cadre réglementaire les régissant, le climat des affaires demeure globalement contraint par les délais liés à l'accomplissement des formalités administratives, et la persistance du secteur informel. Sur le plan du développement humain, les indicateurs sociaux sont satisfaisants. Le pays est en passe d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Malgré les progrès réalisés, l'Algérie reste confrontée au défi du chômage (10 % de taux de chômage en 2010), notamment parmi les jeunes (21.5 % de chômeurs dans la tranche des 16-24 ans) et du manque de logements.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

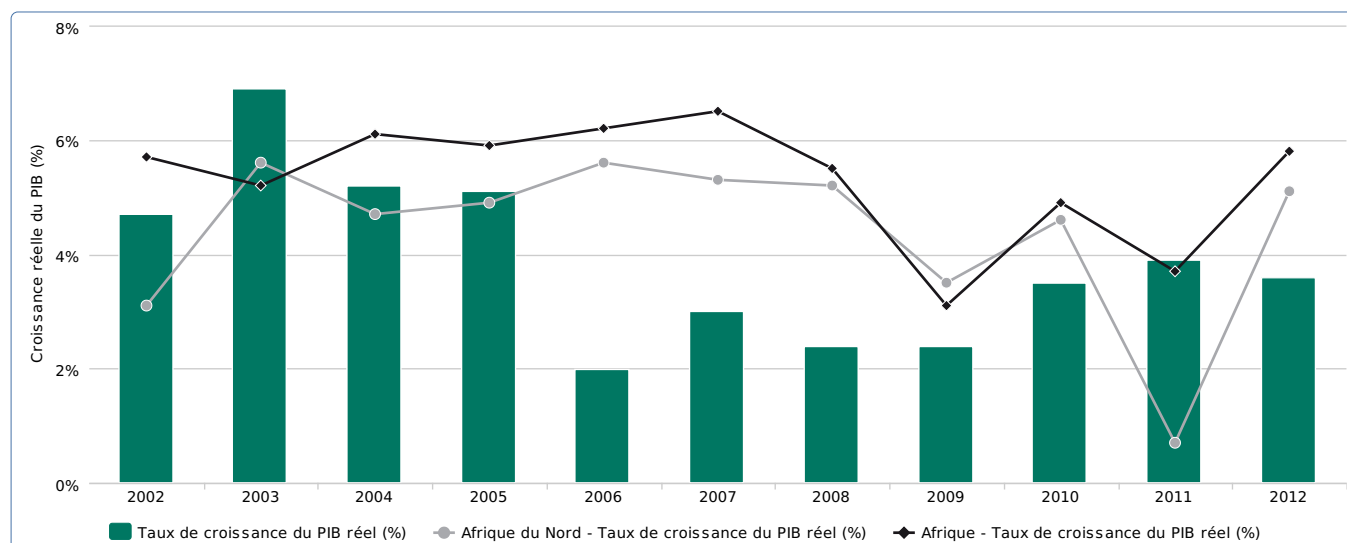
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	2.4	3.5	3.9	3.6
Inflation IPC	5.7	4.1	4.5	4.1
Balance budgétaire % PIB	-6.9	-4.4	-5.3	-5.7
Balance courante % PIB	0.3	5.5	5	4.7

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932413965>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (N)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411609>